

Suivi de la situation économique en Auvergne-Rhône-Alpes

Janvier 2020



Edito

Le bilan de l'année 2019 s'avère positif en termes d'activité pour les TPE-PME de notre région mais il l'aurait été encore davantage sans le mouvement social d'ampleur qui a débuté en fin d'année.

Les indicateurs relatifs à l'emploi et à l'investissement montrent que malgré ces difficultés et un contexte international incertain, les entrepreneurs mènent leurs projets de développement, démontrant leur capacité d'adaptation et leur détermination à créer de la richesse.

Les CCI sont à leurs côtés dans cet esprit de conquête, notamment pour gagner de nouveaux marchés. Ce sera par exemple le cas au Salon Global Industrie, fin mars, pour promouvoir l'offre industrielle régionale ou à l'occasion des Rendez-vous de la Team France Export en avril, pour valoriser les démarches à l'export.

Philippe Guérand,

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes.

Des perspectives globalement favorables mais avec des fragilités

Pour les TPE-PME de la région, le bilan de 2019 en termes de chiffre d'affaires est positif. Il l'est un peu moins qu'en 2018. Clairement, les manifestations et blocages liés à la réforme des retraites, qui ont débuté en fin d'année, ont pénalisé plusieurs secteurs d'activité (hébergement-restauration, transport-logistique, industrie, commerce) et fortement impacté certaines entreprises. 12 % des TPE-PME ont ainsi vu leur chiffre d'affaires de décembre reculer d'au moins 10 %, par rapport au mois de décembre 2018 déjà perturbé par des troubles sociaux.

Dans ce contexte, les perspectives pour le 1^{er} semestre sont mitigées. Le BTP reste bien orienté et les prévisions s'améliorent dans l'industrie alors qu'elles sont plus incertaines dans le tertiaire. En outre, dans un environnement international perturbé, le débouché export reste peu porteur en ce début d'année pour les TPE-PME.

L'emploi devrait continuer à se développer, une entreprise sur deux prévoyant de recruter au 1^{er} semestre, particulièrement dans les PME. Le niveau des effectifs est toujours orienté à la hausse même si le rythme de progression ralentit un peu, avec des recrutements correspondant un peu moins fréquemment à des créations de poste.

Le bilan du dernier semestre 2019, comme les perspectives pour le début 2020, révèlent une bonne résistance de l'investissement.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
LA TRESORERIE	5
L'EMPLOI	5
L'INVESTISSEMENT	6

LE CHIFFRE MARQUANT :

**La moitié des TPE-PME prévoit
toujours de recruter au cours du
semestre en cours**



L'ACTIVITÉ / Bilan

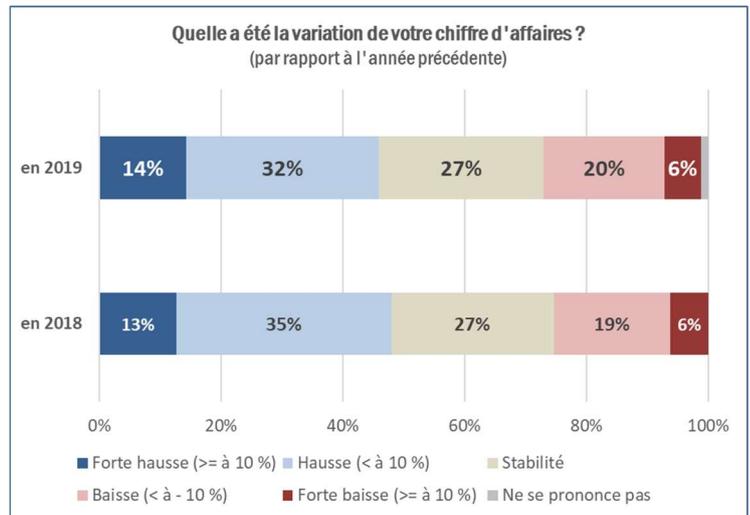
Un bilan annuel pénalisé par le mois de décembre

En termes de variation du chiffre d'affaires annuel, le bilan de 2019 est relativement proche de celui de l'année précédente pour les TPE-PME d'Auvergne-Rhône-Alpes : **46 % des entreprises annoncent une progression**, elles étaient 48 % en 2018.

Ce bilan est donc un peu en retrait par rapport à 2018. Il l'est aussi par rapport à 2017 où une majorité d'entreprises avaient enregistré une progression.

14 % des TPE-PME affichent une progression supérieure ou égale à 10 %. C'est dans le tertiaire supérieur-informatique et le BTP que les fortes progressions de CA sont les plus fréquentes.

Globalement, la **part des entreprises en hausse de chiffre d'affaires est plus importante que celle des entreprises en baisse** : solde de + 20 points (en recul de trois points par rapport à 2018).



Ce solde est largement positif pour presque tous les segments d'activité : + 44 pour le BTP, soit une progression sensible par rapport à 2018, + 21 pour le commerce et services aux particuliers, également en progression sensible. Pour ce dernier segment, le commerce de détail connaît un redressement avec un solde qui s'établit à + 11 alors qu'il était négatif en 2018. Le solde est également nettement positif pour le tertiaire « B to B », avec + 23 (en recul de 7 points par rapport à 2018, avec notamment un bilan très partagé dans le transport logistique).

L'industrie ne s'inscrit toutefois pas dans cette tendance générale. Pour les TPI-PMI, le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est légèrement négatif (- 1) alors qu'il était largement positif l'année dernière. La part des TPI-PMI ayant enregistré une baisse de chiffre d'affaires a en effet progressé de façon sensible (+ 15 points à 36 %).

Ce bilan annuel peut masquer le contexte particulier du mois de décembre, marqué par les **mouvements sociaux d'ampleur** liés à la réforme des retraites. Cette situation s'était déjà produite l'année dernière avec le début du mouvement des Gilets jaunes.

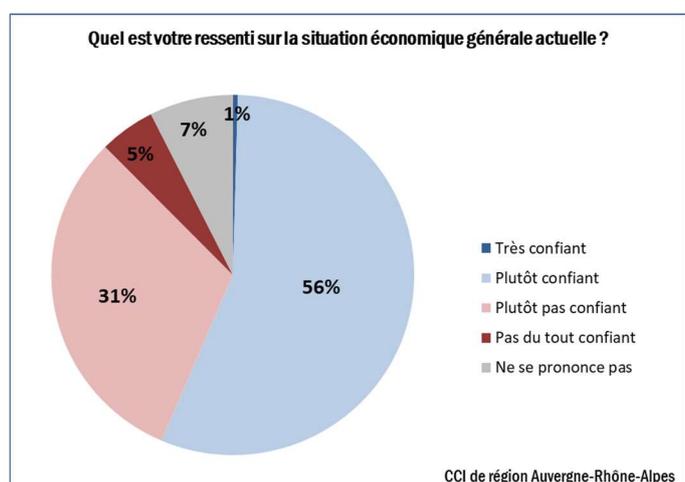
L'activité a effectivement été **perturbée par ce mouvement social**. Pour décembre, le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » s'établit à seulement + 6, avec 38 % des TPE-PME en progression de CA et 32 % en baisse, alors même que la comparaison se fait avec un mois de décembre 2018 déjà perturbé. **12 % des TPE-PME annoncent une baisse de chiffre d'affaires supérieure à 10 % sur un an**. Une PME de l'imprimerie du Rhône témoigne ainsi : « avec la grève, nous avons perdu toute l'avance de chiffre d'affaires de mi-novembre à fin décembre ». Autre témoignage d'une TPE de l'hôtellerie de la Loire : « nous subissons annulation de réservation sur annulation de réservation depuis les mouvements de grève ».

L'impact des grèves et blocages semble avoir été **le plus sensible pour l'hébergement-restauration, le transport-logistique et l'industrie**, trois secteurs d'activité pour lesquels le solde « part des entreprises en hausse - part des entreprises en baisse » est négatif en décembre. Dans l'hébergement-restauration, le commerce de gros et l'industrie, au moins une entreprise sur cinq déclare un chiffre d'affaires mensuel en recul de 10 % ou plus.

Malgré cette fin d'année perturbée, la **confiance des TPE-PME dans la situation économique générale ne semble pas se dégrader**. Elle apparaît inchangée par rapport au ressenti exprimé en juillet dernier, **avec toujours une majorité des entreprises qui se dit plutôt confiante**. La part des entreprises qui ne se prononcent pas augmente légèrement.

Le niveau de confiance mesuré jusqu'à mi-2018 n'est cependant toujours pas retrouvé.

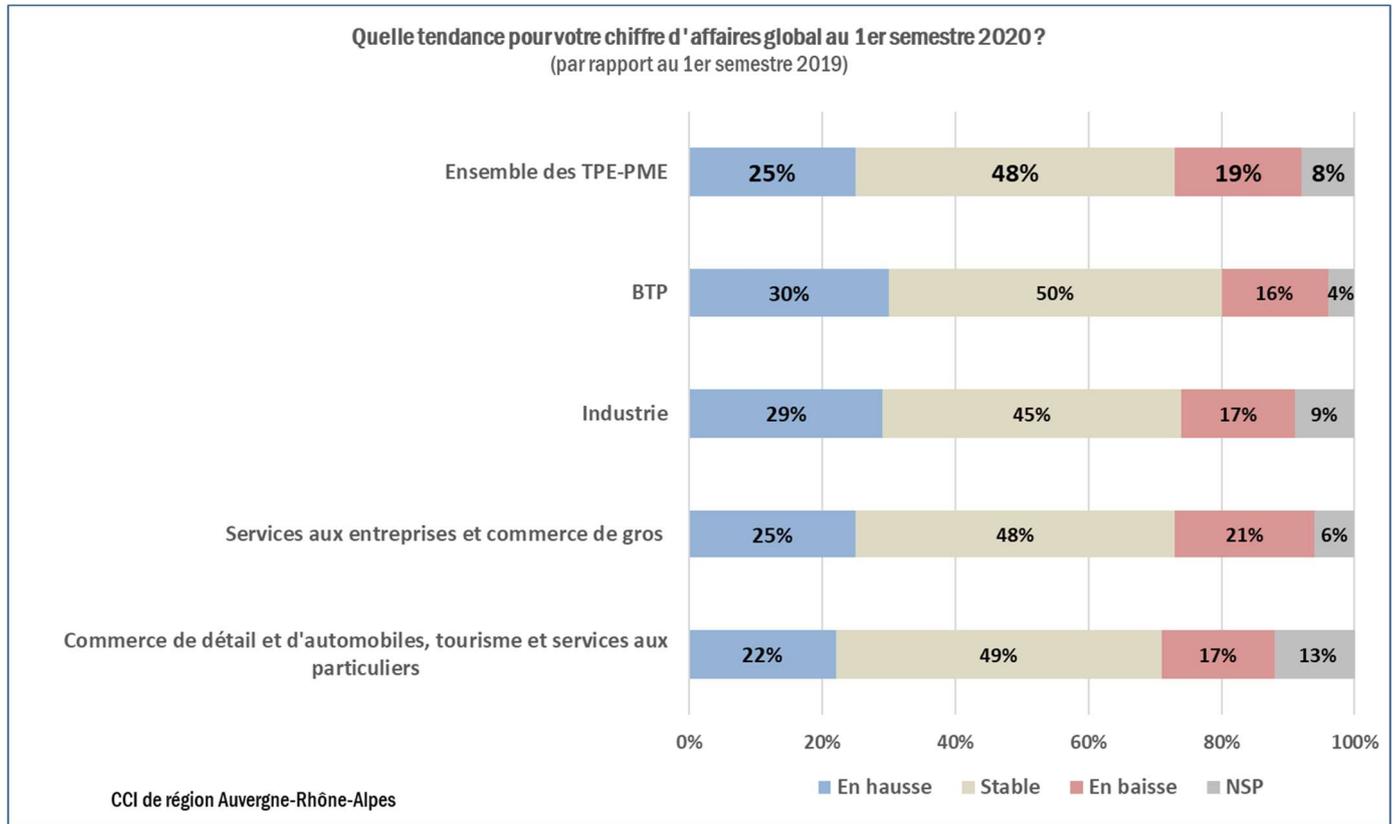
Si le ressenti est globalement inchangé par rapport à la dernière enquête, on note néanmoins des variations sectorielles. En cohérence avec les effets des mouvements sociaux, la confiance se dégrade dans l'hébergement-restauration, le commerce de gros et le transport-logistique. Pour le BTP et le tertiaire tourné vers les particuliers, la confiance est, en revanche, en progression.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Des perspectives timidement favorables



Interrogées sur les perspectives d'évolution de leur chiffre d'affaires au cours du 1^{er} semestre 2020, au vu de leur carnet de commandes, des intentions d'achat ou de leur perception du marché, **les TPE-PME disent plutôt s'attendre à une stabilité**. Quel que soit le secteur, près d'une entreprise sur deux prévoit un chiffre d'affaires équivalent à celui de l'année dernière au 1^{er} semestre. Cela marque une progression de 6 points par rapport à l'enquête de juillet dernier et de 3 points par rapport à janvier 2019.

Dans le même temps, 8 % des entreprises ne se prononcent pas, ce qui traduit un manque de visibilité plus important qu'il y a six mois (+ 3 points). C'est surtout le cas pour le tertiaire tourné vers les particuliers et pour l'industrie. En janvier 2019, globalement, les entreprises étaient néanmoins nettement plus nombreuses à ne pas se prononcer (19 %).

Le mouvement social lié à la réforme des retraites, qui a marqué le début de l'année 2020, pèse sur les perspectives des entreprises. Néanmoins, cela semble un peu moins le cas qu'il y a un an, dans le contexte de la crise des gilets jaunes.

Si l'on considère les TPE-PME qui s'attendent à une variation de leur chiffre d'affaires au 1^{er} semestre, on constate que la tendance est favorable. Celles qui s'attendent à une progression sur un an sont plus nombreuses que celles qui s'attendent à une baisse. Le solde « part des entreprises à la hausse » - « part des entreprises à la baisse » s'établit ainsi à + 6, soit un niveau similaire à celui d'il y a six mois. Il est plus favorable qu'il y a un an où il s'établissait seulement à + 2.

C'est le BTP qui affiche le solde le plus favorable avec + 14, avec près d'une TPE-PME sur trois qui s'attend à une progression de chiffre d'affaires. Les perspectives étaient néanmoins encore meilleures il y a six mois.

L'industrie affiche un solde de + 12, ce qui tend à montrer qu'après un bilan 2019 mitigé, la tendance serait plutôt à l'amélioration. Le solde est ainsi sensiblement meilleur qu'en juillet 2019.

Pour les activités tertiaires, les perspectives, certes aussi orientées favorablement, sont néanmoins plus mesurées.

Pour le tertiaire tourné vers les particuliers, le solde s'établit à + 5. Cela marque néanmoins un redressement puisqu'il s'établissait à - 5 il y a six mois. Il y a effectivement moins de commerces de détail et d'établissements de l'hébergement-restauration qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires.

Pour le tertiaire « B to B », le solde s'établit à + 4, en repli sensible. Dans le contexte des difficultés liées au mouvement social en début d'année, le transport logistique et le commerce de gros sont moins optimistes sur l'évolution de leur activité.



L'ACTIVITÉ / Perspectives

Les freins et leviers cités par les entreprises confirment une activité parfois trop timide

Interrogées sur les freins à leur développement, les TPE-PME de la région placent toujours en première position, de façon encore très nette, les **difficultés de recrutement**. Après le pic de juillet, la fréquence de citation est néanmoins en recul de 4 points en ce début d'année. Le problème reste particulièrement prégnant dans le **BTP et le transport/logistique**, avec plus d'une entreprise sur deux touchée.

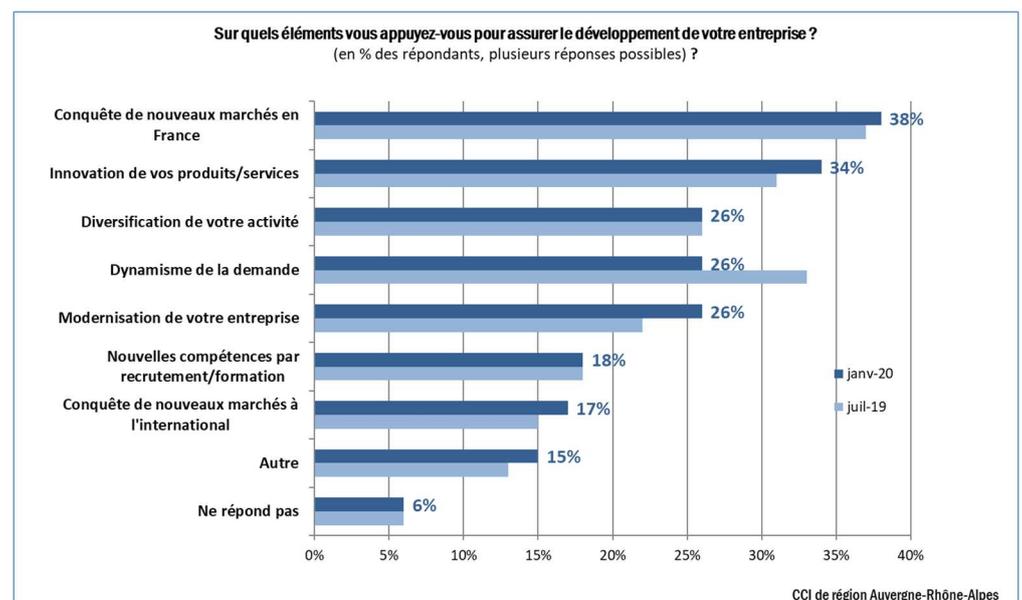
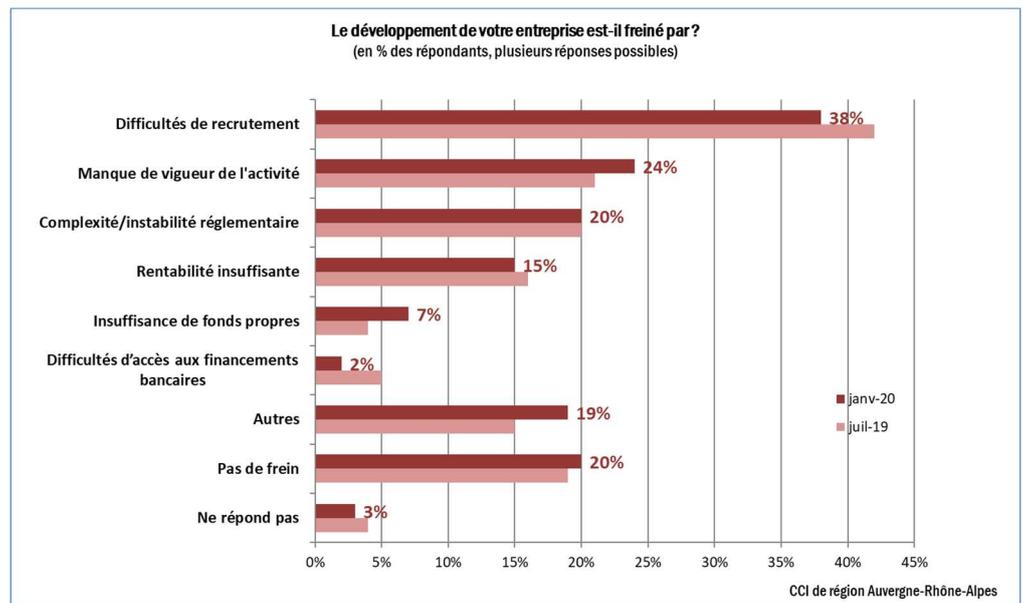
Le 2^e frein le plus fréquemment cité est le **manque de vigueur de l'activité** en progression de 3 points. Une entreprise sur trois de l'industrie le cite en ce début d'année, ce qui montre que le climat des affaires reste mitigé pour certaines industries.

C'est dans le BTP que les problèmes d'insuffisance de rentabilité sont les plus fréquents.

En ce début d'année, les TPE-PME citent plus fréquemment des sujets autres que ceux proposés.

Trois freins ont été évoqués assez fréquemment. Tout d'abord, les **troubles et blocages liés au mouvement social** ont fortement perturbé l'activité de certaines entreprises qui tiennent à le souligner. Des entreprises avancent aussi la **pression concurrentielle**, soit sous la forme d'une entreprise positionnée sur la même activité qui s'implante à proximité, soit en matière de nouvelles formes de concurrence (AirBnB, vente par Internet, microentreprises, qui ne sont pas soumises aux mêmes exigences). Enfin, les **retards de paiement** sont aussi plusieurs fois cités, y compris en matière de versement de primes d'assurance.

En matière de **leviers de développement**, la conquête de marchés en France et l'innovation restent les plus cités, en progression. Le **dynamisme de la demande** enregistre un repli assez sensible en six mois. Dans le tertiaire tourné vers les particuliers et dans le BTP, ce dynamisme est en revanche le levier le plus fréquemment cité, par respectivement 34 et 38% des TPE-PME.



La conquête de marché à l'international est un peu plus citée. Dans l'industrie, c'est le 2^e levier, après la conquête de marché en France, valorisé par une entreprise sur deux. Pour les entreprises déjà exportatrices, c'est le premier levier, au même niveau que l'innovation. Le **débouché à l'export demeure néanmoins mitigé** en ce début 2020 pour les TPE-PME : 21 % seulement des entreprises exportatrices s'attendent à une progression de leurs ventes à l'étranger au 1^{er} semestre contre 24 % qui s'attendent à une baisse et 55 % à une stabilité.



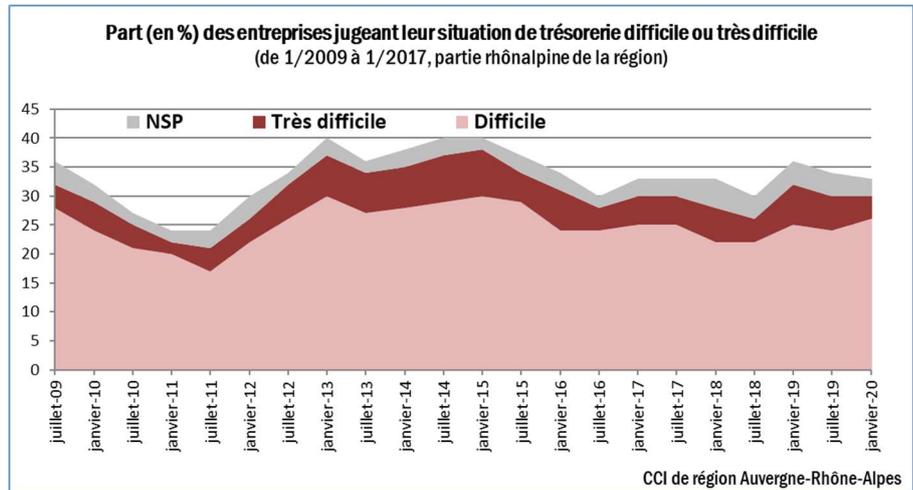
LA TRÉSORERIE

Les difficultés de trésorerie restent au même niveau

On note peu d'évolutions en matière de difficultés de trésorerie. **31 % des TPE-PME signalent des difficultés** (+ 1 point par rapport à juillet 2019) mais il y a un peu moins d'entreprises qui évoquent une situation très difficile.

Les activités les plus concernées sont le commerce de détail (37 %), le tertiaire supérieur hors informatique (36 %, en progression sensible) et l'hébergement-restauration (34 %, en repli).

Avec 30 % de TPE-PME qui signalent des difficultés, le BTP connaît une meilleure situation (en recul de 8 points).



A noter que la part des PME de 50 salariés et plus en difficulté de trésorerie, si elle reste inférieure à la moyenne des TPE-PME (27 %), est néanmoins en progression (+ 5 points) alors que la fréquence des difficultés recule pour les TPE.



L'EMPLOI

Le développement des effectifs se poursuit, à un rythme un peu moindre

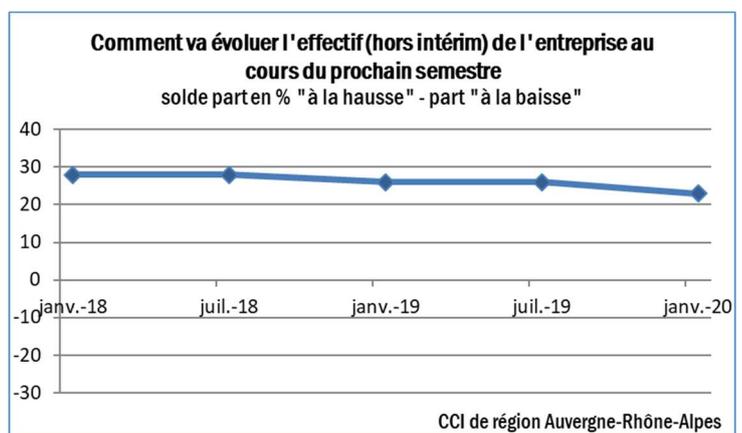
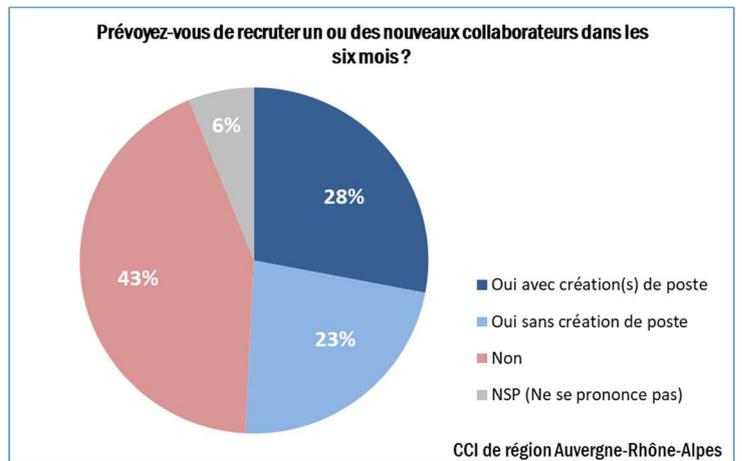
Le recrutement de collaborateurs devrait rester soutenu en ce début d'année : **51 % des TPE-PME prévoient de recruter, une proportion qui progresse de 3 points en six mois**. Ces recrutements correspondent néanmoins moins fréquemment à des créations de postes (- 2 points en six mois). La part des remplacements de collaborateurs devient ainsi plus importante.

C'est dans le BTP, le transport/logistique et le commerce de gros que l'on trouve les plus fortes parts d'entreprises prévoyant des recrutements (au-delà de 60 %). Dans le tertiaire B to B, ¼ des TPE-PME considèrent que les nouvelles compétences sont un levier pour leur développement. La fréquence des recrutements est aussi élevée dans l'industrie (56 %).

Plus la taille de la PME est importante, plus les recrutements annoncés sont fréquents : 76 % des PME de 50 salariés et plus pensent recruter, 56 % pour les 10-49 salariés et 28 % pour les TPE.

La part plus importante des recrutements sans création de poste peut expliquer l'**anticipation de moindre développement des effectifs** au 1^{er} semestre. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » se replie ainsi de 3 points. Fixé à 23, il reste néanmoins largement positif, avec **beaucoup plus de TPE-PME comptant augmenter leur effectif (27%) que celles qui prévoient une baisse (4 %)**.

Ce solde est le plus favorable et en progression dans l'informatique et dans le BTP.





L'INVESTISSEMENT

Bonne résistance de l'investissement

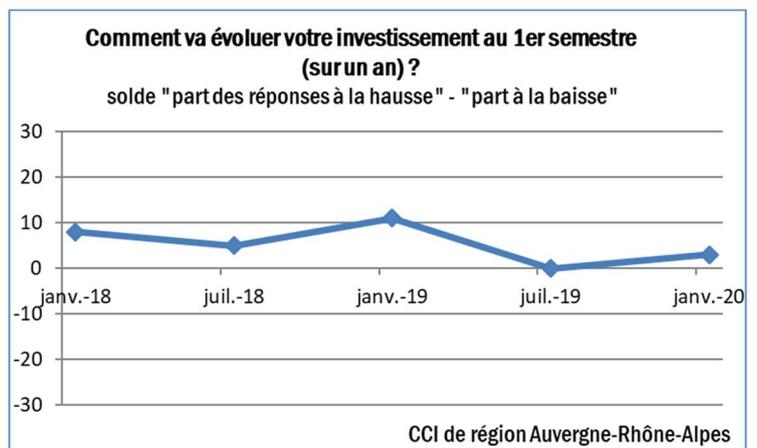
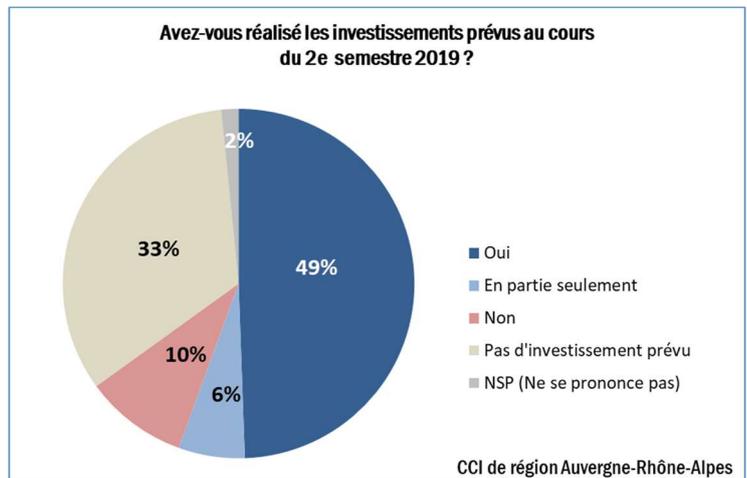
En cohérence avec les prévisions exprimées en juillet dernier, les TPE-PME n'ayant pas de projet d'investissement ont été un peu plus nombreuses au 2^e semestre : 33 % contre 29 % au premier.

Près d'une TPE-PME sur deux a réalisé des projets d'investissement selon le programme prévu.

La part des entreprises ayant renoncé en tout ou partie à des investissements s'établit à 16 %, soit un nouveau repli de 1 point. Parmi les raisons du renoncement à des investissements, la plus fréquente est liée à des niveaux d'activité en deçà des prévisions, entre autres du fait des mouvements sociaux de fin d'année. Les difficultés de financement sont le 2^e motif le plus fréquent.

Concernant les prévisions pour le 1^{er} semestre, la **situation la plus fréquente est la stabilité du niveau d'investissement** : 60 % des TPE-PME, en progression de 4 points. 10 % des entreprises ne se prononcent pas. Parmi les entreprises dont le niveau d'investissement va varier, celles qui prévoient une progression (17 %) sont plus nombreuses que celles qui prévoient une baisse (13 %). **Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est ainsi mieux orienté qu'il y a six mois, avec + 4.**

Le solde est le plus favorable dans l'industrie (+ 8) avec près d'une entreprise sur quatre qui prévoit une hausse de l'investissement. Il l'est aussi dans le tertiaire tourné vers les particuliers (+ 8 également), du fait notamment d'une meilleure orientation pour l'hébergement-restauration, avec une progression sensible de la part des entreprises qui comptent accroître leurs investissements.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête réalisée du 3 au 21 janvier 2020 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 443 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire